

## **INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET POLITIQUE D'ATTRACTIVITE AU MAROC : UNE VUE GLOBALE**

**Par**

**Halima BAKALA**

**Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales  
de Tanger, Université Abdelmalek Essaadi.**

### ***Résumé :***

Les investissements directs étrangers (IDE) constituent l'un des attributs les plus marquants de la mondialisation. Ils occupent une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations : celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus les capitaux étrangers. Les firmes multinationales s'implantent là où elles espèrent trouver les meilleurs ressources et avantages ; leur décision d'investir dans un pays peut être motivée par plusieurs déterminants : taille du marché, coût des facteurs de production, disponibilités en ressources humaines qualifiées, le nombre d'entreprises locales performantes, etc. Tandis que leur apport est essentiel pour la croissance économique, l'emploi, la balance des paiements et les transferts de technologie, les IDE sont devenus un enjeu des politiques économiques nationales. En concordance avec ce constat, le Maroc, qui aspire à attirer les IDE, doit faire de sa politique d'attractivité un élément fondamental pour améliorer et renforcer la compétitivité de son économie.

**Mots clés :** Investissements directs étrangers, Déterminants, Politique d'attractivité, Globalisation

### ***Abstract :***

Foreign direct investments are considered (FDI) as the most important attribute of globalization. They hold an enviable position in many countries around the world as a result of the convergence of two preoccupations: the one which concerns companies seeking the internationalisme and that of gouvernements seeking to attract more foreign capital. The multinational firms are established where it is more likely to find the best resources and benefits . Their decision to invest in a country which can be motivated by several determinants: size of market, cost of factors of production, availability of qualified human resources, the number of successful local businesses while their contribution is essential for economic growth, employment, balance of payments and technology transfer. The FDI has become an issue of national economic policies in line with this observation, Morocco which aspires to attracts FDI, must make this attractiveness policy a fundamental element to improve and strengthen the competitiveness of its economy.

**Keywords :** Foreign direct investment, determinants, Attractiveness policy, Globalization.

## **Introduction**

Cette décennie peut paraître une période difficile à appréhender du fait de l'accélération de la mondialisation « des mutations sociales, culturelles, économiques, scientifiques, technologiques, géopolitiques, ou environnementales ». Ces mutations favorisent un développement croissant des investissements directs à l'étranger qui sont bénéfiques pour les pays d'origine et d'accueil et font partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace.

En théorie, les IDE permettent, en effet, aux pays hôtes l'augmentation des capitaux et des recettes fiscales, la création d'emplois, les transferts de technologie et de compétences, les impacts positifs sur la balance des paiements et l'industrie locale, la hausse de la productivité, la formation de capital humain, l'ouverture aux marchés internationaux. Puisqu'ils se concentrent sur des rendements à plus long terme, les IDE représenteraient une source de capitaux plus intéressante pour favoriser le développement, en comparaison avec la plupart des autres formes d'apports privés étrangers (Culpeper, 2004).

Cependant, les avantages que les IDE procurent ne se manifestent pas de manière automatique et ne se répartissent pas équitablement entre les pays, les régions et les secteurs. On assiste à une rude concurrence entre les pays qui cherchent à mettre en valeur les déterminants susceptibles d'attirer le plus d'investisseurs étrangers et bénéficier, ainsi, de tous les avantages que véhicule les IDE. La nouvelle course pour attirer les entreprises, les capitaux et les compétences, passe par la mise en œuvre de politiques économiques axées sur l'encouragement des investissements et sur l'implantation d'entreprises étrangères.

Le Maroc, à l'instar d'autres pays en développement, s'est lancé dans des programmes de libéralisation de son économie en faveur de la promotion de l'investissement et de l'attractivité des fonds étrangers. Depuis les années 80, le Maroc à travers des mesures incitatives et des réformes institutionnelles (des politiques d'exonération fiscale, la signature d'accords de partenariat avec l'Europe, la création de zones franches, ...), essaye, en effet, d'offrir un environnement plus propice aux investissements étrangers. Même si ces mesures attractives ont entraîné l'entrée des capitaux étrangers dans le pays, force est de constater que le niveau des investissements étrangers reste faible. Dès lors, l'on peut s'interroger sur le pourquoi de cette situation et sur la façon dont le Maroc peut exercer des effets attractifs pour attirer les investissements.

Le présent article essaye d'analyser les tendances actuelles des IDE dans le monde, puis à l'échelle nationale. Ensuite, on explicitera les facteurs de localisation des investissements directs étrangers au Maroc, à travers une revue de littérature sur la question, en vue de contribuer à la définition de politique nationale plus attractive des IDE.

## **Les tendances actuelles des investissements directs étrangers dans le monde**

L'économie mondiale s'est complètement métamorphosée ces dernières années. Elle évolue dans un environnement de plus en plus enchevêtré où le libre-échange, la libre circulation des capitaux et

des biens deviennent des maîtres mots et où les investissements directs étrangers sont de plus en plus qualifiés comme une nouvelle voie de financement de la croissance économique.

Les flux des IDE à travers le monde n'ont pas cessé d'augmenter depuis plusieurs années. Ceux-ci s'accroissent très rapidement et beaucoup plus que la production mondiale et le commerce international. Cet accroissement des IDE qui provient essentiellement des pays industrialisés, constitue une composante majeure de la mondialisation.

D'après le rapport 2016 de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), les flux mondiaux d'investissements directs étrangers, ont augmenté de 38 % en 2105, pour s'établir à environ 1.760 milliards de dollars, enregistrant ainsi leur plus haut niveau depuis la crise économique et financière de 2008-2009.

Cette reprise mondiale est caractérisée par une polarisation de ces investissements dans les économies développées (plus de 90%). selon la CNUCED, les flux à destination des pays développés ont presque doublé pour atteindre 962 milliards de dollars, passant de 41 % en 2014 à 55 % en 2015. L'augmentation marquée des IDE ces dernières années s'est accompagnée par une concentration géographique des pays investisseurs autour de deux pôles : l'Europe et les Etats-Unis. Aux Etats-Unis, les IDE ont quadruplé, même s'ils étaient à un niveau historiquement bas en 2014. L'Europe est devenue la région du monde qui a investi le plus à l'étranger, avec 576 milliards de dollars de sorties d'IED en 2015.

Cette croissance était en grande partie attribuable aux fusions et acquisitions transfrontalières, avec seulement une contribution limitée des projets d'investissement dans des actifs productifs. En outre, une partie des flux d'IDE a été liée à des reconfigurations d'entreprises impliquant de grosses sommes mais peu de mouvements en termes de ressources réelles.

Concernant le même rapport, les PED ont gagné en importance, ont vu leurs IDE atteindre un nouveau sommet de 765 milliards de dollars, en hausse de 9% par rapport à 2014. Avec des entrées de plus de 500 milliards de dollars, l'Asie en développement est restée la première région bénéficiaire de l'IDE dans le monde, représentant un tiers des flux mondiaux d'IDE.

Les flux à destination de l'Afrique ainsi que de l'Amérique latine et des Caraïbes ont chuté, reflétant la chute des prix de leurs principales exportations de produits de base. La moitié des 10 premiers pays d'accueil étaient toujours des pays en développement.

Les flux vers les pays en transition ont continué de baisser (-54%) alors que la chute des prix internationaux des matières premières et les conflits régionaux ont pesé sur les IDE. Les investissements en Russie et au Kazakhstan ont fortement chuté.

Après cette étude globale retraçant l'ampleur de l'évolution des IDE dans le monde, nous nous limiterons dans, ce qui suit, à présenter les déterminants de ces investissements.

### **Les déterminants d'attractivité des investissements directs étrangers**

Les déterminants des IDE ont fait l'objet de plusieurs études. Il existe un nombre important des travaux qui essaient d'expliquer des IDE et leurs déterminants en s'inspirant des différents courants de l'analyse économique. Alors que les courants traditionnels (théorie traditionnelle du commerce international, théorie de la localisation de l'industrie) fondés sur l'hypothèse de la concurrence parfaite ont contribué de manière très significative à l'explication des mouvements de capitaux vers l'étranger, les analyses les plus récentes mettent en évidence le comportement oligopolistique des firmes. Hymer (1960) a donné une explication de la multinationalisation des firmes reposant sur les imperfections du marché du savoir-faire (know-how). Vernon (1966), dans sa théorie du cycle de vie du produit, a permis de clarifier les raisons de la production internationale de tel ou tel produit dans des pays à niveaux de développement distincts. Kindleberger (1969) établit un parallèle entre les raisons expliquant l'investissement direct étranger et la théorie des barrières à l'entrée. Enfin dans une approche plus globalisante, la théorie d'Internalisation et la théorie Eclectique ont fait l'objet d'analyses pertinentes. La première théorie met l'accent sur l'importance des coûts de transaction et son rapport avec l'imperfection du marché et l'investissement direct étranger. La théorie Eclectique également appelée paradigme O.L.I (Organisation-Localisation-Internalisation) synthétisée par Dunning (1981) a pour but final de promouvoir une approche systémique de l'entreprise investissant directement à l'étranger.

D'autres travaux issus de la nouvelle économie géographique (Fujita et Thisse (1996); Brainard (1993); Head et Ries (1996) ont mis en lumière les forces endogènes poussant les firmes internationales à choisir de concentrer leurs investissements sur des territoires restreints. Enfin, la contribution de Wilhelms (1998) vise à étudier les déterminants de l'investissement direct étranger dans les économies naissantes. Il développe sa théorie d'adaptation institutionnelle qui affirme que l'investissement direct étranger est « déterminé par des variables institutionnelles qui se présentent plus au changement, à savoir les politiques, les lois et leur application ». Il ressort de ces études que les investissements directs étrangers tendent à se concentrer sur un ensemble restreint de pays, souvent développés (Chesnais, 1994).

Il n'existe donc pas de théorie unifiée de l'investissement direct étranger. Cependant, le cadre théorique pertinent et largement utilisé est le «paradigme éclectique». L'approche éclectique met l'accent sur trois conditions qui doivent être satisfaites pour expliquer la production étrangère (IED) par une entreprise. Ces trois facteurs se rapportent à la propriété (P), à l'internalisation (I) et à la localisation (L) (paradigme OLI, pour «ownership, internalization and location»).

Premièrement, une entreprise doit posséder certains avantages liés à la propriété, qui prennent souvent la forme d'actifs intangibles propres à l'entreprise, comme la technologie ou l'expertise en gestion, et qui lui permettent de faire concurrence à d'autres sociétés étrangères.

Deuxièmement, il doit être plus profitable pour l'entreprise d'internaliser ces avantages que de les vendre ou de les louer à d'autres sociétés. Troisièmement, il doit être plus profitable pour la société d'utiliser au moins un facteur de production (comme la main-d'oeuvre) localisé à l'étranger, sinon le marché sera approvisionné au moyen d'exportations. À noter que les avantages liés à la propriété, à l'internalisation et à la localisation interagissent les uns avec les autres, varient selon les pays, les industries et les sociétés, et peuvent évoluer avec le temps.

L'analyse des déterminants de l'attractivité exercée par les pays sur les capitaux internationaux ne peut se réduire à une approche uni-causale. La croissance des investissements directs étrangers est en fait la résultante d'une combinaison de facteurs dont le poids relatif varie d'un pays à l'autre selon leurs structures productives et leur niveau de développement. De manière générale, les facteurs qu'on peut souligner sont les suivants :

- La situation géographique ;
- La disponibilité de ressources naturelles et créées;
- Le prix, la qualité et la productivité des intrants tels que la main-d'oeuvre, l'énergie, les matières premières/matériaux et les produits semi-finis;
- La disponibilité et la qualité des infrastructures (commerciale, juridique, éducative, de transport et de communications);
- La répartition géographique des marchés (y compris la taille et le potentiel de croissance);
- Les coûts de transport et de communications;
- Les mesures d'incitation et de désincitation à l'investissement (par ex. : remboursements de taxes et exigences de rendement/prescription de résultats);
- Le système économique et les politiques des pouvoirs publics (par ex. : taux d'imposition).

Cependant, des changements s'opèrent dans les considérations sur lesquelles se base le choix de localisation de l'investisseur étranger. Les facteurs traditionnels tels que l'existence d'un régime favorable à l'investissement direct étranger, la disponibilité des ressources naturelles, les perspectives de croissance des marchés et leur taille, ainsi que les conditions du marché du travail demeurent certes importantes, mais, de plus en plus les firmes cherchent à investir là où elles trouvent des avantages créés par l'Homme, ce qu'on appelle les «actifs créés», et qui vont des atouts technologiques aux compétences particulières de la main d'œuvre. La possession de ces actifs est déterminante pour la compétitivité des entreprises. Les pays qui développent ce genre d'actifs deviennent plus attractifs pour les firmes multinationales (CNUCED communiqué de Presse, 10 novembre 1998)

D'autres facteurs sont jugés importants pour expliquer la localisation de l'investissement direct étranger à l'intérieur des pays. En effet, les nouvelles analyses géographiques ont fait évoluer le processus de localisation, celui-ci, en passant d'une approche macro- économique à une approche micro- économique : choix du continent puis du pays, de la région puis de la ville..., a intégré désormais les phénomènes d'agglomération (région, etc.) et il a mis l'accent sur la proximité d'établissements de recherche de premier plan et les regroupements industriels en tant que déterminants clés de la localisation.

En effet, la volonté de bénéficier d'agglomération guide les choix de localisation (prise en compte des externalités intrasectorielles et intersectorielles dans l'implantation des firmes). Les firmes souhaitent s'installer dans les régions les plus industrialisées mais aussi où des activités similaires y sont déjà concentrées. Elles sont sensibles à la présence d'industries diversifiées et recherchent de

surcroît les régions où d'autres firmes du même secteur ont déjà choisi de s'implanter. Ce comportement est le signe de l'importance accordée aux relations interfirmes et à la possibilité de bénéficier de services spécialisés. Il peut également s'interpréter comme le reflet d'une stratégie de minimisation des risques encourus par une implantation dans une région nouvelle. Le niveau régional est donc prédominant. On peut ajouter que les attributs régionaux des pays ne restent pas sans influence sur le choix de localisation des firmes à l'étranger.

L'analyse des facteurs de localisation des firmes constitue un champ vaste d'observation et d'étude, pour terminer cette section, on retiendra les quatre grands principes avancés par B. Mérenne – Schoumaker (1996) et qui sont les suivants :

- Un facteur ne peut à lui seul expliquer une localisation ; même la présence d'une matière première ne peut être la seule cause d'une implantation ;
- Un même facteur peut exercer des influences diverses ; ainsi la présence d'une main-d'œuvre qualifiée peut attirer certaines entreprises et en repousser d'autres ;
- Le choix d'une localisation est la résultante d'un nombre plus ou moins grand de facteurs dont le poids et la diversité varient fortement d'une situation à l'autre ;
- La sélection finale d'une localisation est toujours une question de compromis et d'options car, il est difficile de trouver un lieu parfait, favorisant une localisation parfaite pour un prix parfait. Les dirigeants choisissent donc «ce qui convient le mieux» à partir de «ce qu'ils veulent» et en fonction de «ce qui est disponible».

Malgré plusieurs tentatives de généralisation relative aux facteurs d'attraction, il faut constater que chaque cas est unique et nécessite un inventaire spécifique des besoins et des souhaits.

### **Les investissements directs étrangers au Maroc**

Selon le rapport annule 2015 sur les investissements de la CNUCED, le Maroc, derrière l'Egypte, conserve une place de choix dans le classement des volumes de flux des IDE sur l'année 2015 au sein des pays d'Afrique du Nord (voir tableau ci - dessous). Mais, à l'inverse des investissements à l'échelle du globe qui sont en nette hausse (38%), le flux entrant au Maroc recule de 12,6%. Une tendance baissière qui s'étend à l'ensemble du continent africain.

Le Maroc a enregistré, en effet, en 2015 un flux entrant de 3,162 milliards de dollars d'investissements directs étrangers. Il devance ainsi la Tunisie et l'Algérie et pèse pour près d'un quart du total des IDE d'Afrique du Nord. La région en concentre 12,647 milliards de dollars en 2015, soit 23% des flux dirigés vers l'Afrique.

Le continent africain, prisé des investisseurs ces dernières années, enregistre une baisse nette de 7% de ses flux entrants (54 milliards de dollars). Cela s'explique notamment par la baisse du nombre de projets, en raison de leur chute des prix dans les matières premières, desquelles dépendent encore beaucoup d'économies africaines.



**Tableau n°1 : Les flux entrants des IDE sur la période 2011-2015**

	Investissements directs étrangers entrants (millions de dollars)				
Années	2011	2012	2013	2014	2015
Egypte	-483	6031	4256	4612	6885
Maroc	2568	2728	3298	3561	3162
Tunisie	1148	1603	1117	1063	1002
Algérie	2580	1499	1693	1507	-587
Afrique du nord	7548	15759	11961	11625	12647
Afrique	47786	55156	52154	58300	54079

**Source :** Rapport des investissements de la CNUCED en 2016.

La comparaison entre les performances du Maroc et de ses voisins en termes d'attraction d'IDE démontre l'important potentiel que recèle le pays. Néanmoins, le niveau absolu du capital étranger au Maroc, reste insatisfaisant pour supporter la croissance et la diversification nécessaire de l'économie.

La répartition géographique d'attire des investisseurs étrangers au Maroc révèle un trio de tête de ces investisseurs. En effet, les IDE émanant des Emirats Arabes Unis occupent le premier rang sont en hausse de 53,6% par rapport à 2014, suivies des Etats-Unis qui ont enregistré par contre une hausse de 44,4%. Cependant, une tendance à la baisse est constatée dans les IDE provenant de la France avec une part en baisse de 38,7% par rapport à 2014. Le Maroc est la deuxième destination des IDE français après la chine. L'implantation des sociétés françaises au Maroc est, en effet, une réalité historique qui s'est vivifiée sur la période récente, notamment dans les secteurs identifiés par la stratégie industrielle du pays (plan Azur, plans Emergence, plan Maroc Numeric, etc...). La plupart des grands groupes français orientent leurs activités dans une multitude de secteurs, tels que le secteur de l'agroalimentaire, le secteur bancaire, le secteur pharmaceutique, les assurances, l'environnement et l'énergie, les postes et télécommunications et le BTP.

Les évolutions sectorielles des IDE révèlent cinq secteurs importants qui accaparent l'essentiel des flux des IDE au Maroc : l'industrie, l'immobilier, le tourisme, le secteur bancaire et l'assurance. Le secteur de l'industrie arrive en première place, il a attiré la part la plus importante des IDE. Sur la période 2009-2013, les IDE vers l'industrie ont été multipliés par près de six. En 2015, malgré le repli de 25% des IDE dans l'industrie par rapport à 2014, le secteur continue à capter une part importante d'IDE (18%). La montée en puissance de certaines activités industrielles telles que l'agroalimentaire, l'automobile, l'aéronautique ou l'électronique, a favorisé la réalisation d'opérations de grande ampleur et ont déclenché une forte dynamique socio-économique au niveau de certaines régions (notamment le Grand casa et Tanger Tanger-Tétouan-Al Hoceima), qui accueillent un nombre très important des entreprises étrangères.

Les investisseurs étrangers choisissent les régions les plus industrialisées mais aussi où des activités similaires y sont déjà concentrées. Ils sont sensibles à la présence d'industries diversifiées et recherchent de surcroît les régions où d'autres firmes du même secteur ont déjà choisi de s'implanter.

Ce sont donc à la fois les effets d'agglomération intra et intersectoriels qui guident l'implantation des firmes. Ce comportement est l'importance accordée aux relations inter-firmes et à la possibilité de bénéficier de services spécialisés. Il peut également s'interpréter comme le reflet d'une stratégie de minimisation des risques encourus par une implantation dans une région nouvelle.

Le fait que d'autres firmes aient déjà choisi une région pour y développer une activité industrielle est porteur d'information. Dans un univers incertain où l'information est coûteuse, les choix de localisation ont un caractère cumulatif puisque les centres industriels déjà formés sont également ceux qui attirent le plus d'investisseurs.

Les grands changements qui ont affecté le contexte économique mondial, l'incertitude croissante chez les investisseurs ont exercé un impact négatif sur le volume des investissements étrangers attirés par le Maroc. Ce dernier en dépit des efforts consentis par lui, il demeure toujours peu attractif pour ces investisseurs. Cette situation nécessite la mise en place d'une politique d'attractivité permettant d'améliorer l'environnement économique et social et de modifier la structure des avantages comparatifs du pays. Le Maroc est, donc, appelé à agir pour accroître la contribution que les IDE que peuvent apporter au développement de son économie en termes d'emplois, de croissance et de technologie.

### **Politiques d'attractivité des investissements directs étrangers**

Les investissements directs étrangers sont maintenant de plus en plus sollicités par les pays en développement et ne sont plus considérés comme un facteur de dominance, mais plutôt comme une source de capitaux et de création d'emplois et un canal majeur de transfert de technologie.

Les effets bénéfiques des IDE sur les économies ont éveillé l'intérêt des pouvoirs publics pour les questions afférentes. Ces dernières années, la politique des pouvoirs publics en matière d'investissement tendait d'une manière générale vers l'ouverture et la libéralisation. Soucieux d'offrir le meilleur cadre économique possible, de nombreux pays ont ouvert leurs marchés aux investisseurs étrangers en s'engageant dans un processus de réformes visant la mise en place d'une politique d'attractivité. Tout espace géographique désireux d'attirer des IDE se doit d'abord de mettre en place une politique économique multidimensionnelle, comme le précise C.A Michalet (1999) : " ils (les investisseurs) privilégient les pays qui suivent une politique économique libérale, favorable à l'économie de marché, ouverte sur l'extérieur car ils craignent les décisions discrétionnaires des gouvernements et de leurs administrations ". La question de l'attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers devient une préoccupation d'une grande ampleur : il ne s'agit pas tant à chercher à soutenir le développement de l'industrie locale, mais de permettre la constitution d'un environnement propice à attirer l'investisseur étranger.



Tous les pays et surtout les pays en voie de développement, font de " l'attraction des implantations des firmes étrangères une priorité de leur politique industrielle. Si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des territoires " (Sofiane Toumi 2009). Seulement chaque territoire possède ses propres spécificités qui peuvent constituer un avantage comparatif permettant d'attirer les investisseurs étrangers.

Conscient de l'ampleur de la compétitivité internationale et de l'importance des IDE dans le développement économique, le Maroc s'est engagé dans un chantier de réformes institutionnelles visant la libéralisation et la promotion des investissements. C'est ainsi qu'en plus des atouts tels que la stabilité politique, la position géostratégique, la proximité de l'Union Européenne, la relative diversification du tissu économique et surtout la volonté politique d'aller de l'avant dans l'ouverture économique du pays, plusieurs mesures et réformes incitatives ont été prises par les pouvoirs publics.

Ces mesures incitatives, dès 1960, ont été regroupés dans des codes d'encouragement aux investissements, souvent généreux, qui visent à promouvoir les investissements dans les secteurs vitaux (agriculture, industrie, tourisme, produits de la mer ...), en accordant des exonérations fiscales relatives aux différents impôts et des diverses garanties de transfert de capital d'investissements réalisés.

Un plan d'ajustement structurel essentiel pour la dynamisation de l'investissement national et étranger a été mis en place avec un vaste programme de réformes destinées à améliorer l'environnement de l'entreprise, et dont on peut citer la baisse importante de la fiscalité sur les entreprises, la promulgation de la charte sur les investissements et la privatisation.

La charte d'investissement mise en application depuis 1996, qui s'est substituée aux codes d'investissements sectoriels, n'a exercé aucun impact décisif sur l'attraction des investissements étrangers. Les déterminants sont à rechercher en dehors des avantages fiscaux et financiers octroyée par cette charte. L'évolution des flux d'IDE entrant au Maroc semble donc être expliquée en grande partie par les opérations de privatisation. Sur les 10,7 milliards de dollars d'IDE pour la période 1993-2003, 6,4 milliards de dollars proviennent des opérations de privatisation (*Direction des Etudes et des Prévisions financières ; Promotion des investissements au Maroc, 2006*).

Le Maroc s'est engagé dans d'autres réformes qui se sont concrétisées à travers plusieurs mesures :

- La signature de plusieurs accords de libre-échange à caractère bilatéral et multilatéral (Nord-Sud et Sud-Sud).
- Le lancement d'un programme de création de Plateformes Industrielles Intégrées (2009) dédié principalement à cinq secteurs à forte valeur ajoutée encore inexploités ou peu exploités sur le territoire (l'Aéronautique, l'Automobile, l'Electronique, l'Offshoring et l'Agronomie). Il s'agit d'un programme de continuité du Plan Emergence adopté cinq ans auparavant.

- La création de plusieurs zones franches dont certaines sont actuellement opérationnelles. L'objectif est d'offrir à l'investisseur une opportunité unique d'investissement dans un environnement protégé et de libre échange tout en bénéficiant d'un ensemble de régime douanier, fiscal et de change très avantageux.

D'autres réformes d'ordre institutionnel ont été adoptées visant l'amélioration du climat d'investissement marocain : la réforme du secteur financier et monétaire, la réglementation fiscale, la mise en place d'organismes de promotion des IDE, constitution d'un comité interministériel auprès du premier ministre, chargé de mettre en place les mécanismes nécessaires au développement de l'investissement à l'échelon national et régional des investissements, la mise en place de Centres Régionaux d'Investissement, la création de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie.

### Réformes favorisant l'attractivité des IDE

Adhésion en 1993 aux dispositions de l'article VIII des statuts du FMI portant convertibilité du dirham	Démantèlement des restrictions se traduisant par l'assouplissement de la réglementation des changes et des procédures douanières
La nouvelle réglementation des changes	Convertibilité intégrale des opérations en capital des investisseurs étrangers, transfert et rapatriement des bénéfices
La réforme du marché financier et du secteur bancaire	Marché moderne de capitaux apte à approvisionner les sociétés marocaines en capital et ouvert aux investissements étrangers. (Des 21 banques, 7 appartiennent à l'Etat, les autres au privé).
Révision de la loi sur la privatisation de manière à en faire un instrument de politique économique	Impact assez positif sur les investissements directs étrangers, la libéralisation des secteurs concernés et la dynamisation du marché financier
Renforcement de la politique de mise à niveau de l'économie marocaine à partir de 1996	Financement bancaires diversifiés : prise de participation, financement de l'investissement à moyen terme, de promotion des exportations, Fonds spécifiques à certains secteurs.
Adoption de nouveaux codes modernes	code du travail (2003), code des assurances, codes des impôts (2006), réforme du code des marchés publics (2007), code de procédure civile (introduction pour la première fois de l'arbitrage international), etc.
Simplification et standardisation des procédures liées à l'investissement (2005):	Création des Centres Régionaux d'Investissement « One Stop Shop » ; Adoption d'un manuel des procédures liées aux investissements uniformisant et modélisant les

	procédures administratives relatives à l'investissement on-line.
Evolution qualitative de certaines dispositions des Accords Internationaux d'Investissements signés par le Maroc offrant plus de garantie et de sécurité aux investisseurs étrangers	Accords de protection et de promotion des investissements « APPI

Si le rôle que peut jouer l'investissement direct pour stimuler la croissance et le développement économiques est de mieux en mieux appréhendé, les approches pour favoriser l'investissement direct étranger demeurent extrêmement variées. Le Maroc, en tant que pays en développement, n'a pas cessé de prendre les mesures nécessaires pour essayer de bénéficier des capitaux qui circulent chaque année à travers le monde. Malgré les efforts entrepris par les pouvoirs publics pour attirer les IDE, ces derniers demeurent faibles. La question qu'on se pose est de savoir pourquoi le Maroc n'est pas si attrayant pour les investisseurs.

### **Les contraintes et les obstacles à l'investissement direct étranger**

D'après les travaux réalisés par la Direction de la Politique Economique Générale (DPEG), les contraintes entravant l'investissement au Maroc sont multiples et diversifiées. En effet, l'attraction de l'investissement direct étranger est d'abord tributaire du degré d'insertion du pays à l'économie internationale, du niveau de qualification de la main d'œuvre ainsi que du niveau de souplesse des procédures administratives. Les incitations fiscales ou financières à l'investissement viennent ensuite appuyer la décision d'investir. Le foncier demeure un facteur important pour l'investissement national et étranger.

Le niveau de l'insertion internationale a une grande influence sur le degré d'attraction des IDE. L'appartenance à l'OCDE sécurise les investisseurs étrangers. Les accords avec l'Union Européenne (Union douanière ou accords d'association) accroissent, dans une certaine mesure les IDE d'origine européenne.

Pour le Maroc, la volonté d'ouverture se poursuit toujours et se matérialise par la conclusion de l'accord d'association avec l'Union Européenne en 1996 et la signature d'une multitude d'accords commerciaux avec ses partenaires. Les effets accomplis ont permis de consolider le taux d'ouverture de l'économie marocaine et de réduire le niveau de protection douanière malgré la contrainte budgétaire.

Le niveau d'éducation de la population constitue un atout indéniable pour la promotion de l'investissement (le taux d'alphabétisation au Maroc est de 51%). En effet, la faiblesse du niveau d'éducation des employés et le manque de formation et d'expérience des dirigeants des petites et moyennes entreprises, sont parmi les facteurs qui découragent l'investisseur étranger.

Les insuffisances relatives aux rapports avec les administrations et le système judiciaire conduisent en effet à une faible sécurité des affaires. La lenteur des délais, la complexité des formalités administratives, la non transparence d'information, le développement insuffisant des juridictions spécialisée (tribunaux commerciaux) sont de nature à limiter les incitations à investir. D'autres carences en matière de la législation du travail (code du travail) et du droit de faillite, découragent l'investisseur étranger de s'installer au pays.

La complexité du statut foncier des terrains, la diversité des règles de gestion et d'aliénation des domaines comme les terres guich, habous et collectives, l'amenuisement de la réserve des terrains de l'Etat situés dans les zones urbaines et sur urbaines, et la non couverture du territoire national par les documents de l'urbanisme définissant l'orientation sont autant d'éléments entravant l'investissement au Maroc.

Préparer le cadre macro-économique favorable pour attirer les investisseurs notamment étrangers est impérativement indispensable, mais insuffisant, il est nécessaire de mettre en place une stratégie volontariste pour assurer une attractivité permanente du territoire national.

### **La promotion des investissements directs étrangers**

Le Maroc est sur la bonne voie en ce qui concerne la réalisation des conditions préalables, il doit faire davantage pour rejoindre les pays les plus performants. Néanmoins, l'attractivité est en progression mais, demeure encore timide. De ce fait, il reste encore des progrès à faire pour assurer une attractivité permanente du territoire national vis-à-vis des investisseurs étrangers.

Dans ce sens, plusieurs actions doivent être élaborées pour permettre la dynamisation de l'investissement étranger au Maroc :

- Le Maroc doit profiter de la nouvelle donne de la régionalisation dans le cadre des accords qui le lient avec l'Union Européenne et les Etats-Unis pour rendre ses régions plus attractives ;
- Cibler sa stratégie de promotion des investissements sur de nouveaux créneaux ou de nouvelles niches afin de les transformer en entreprises capables de se mesurer à la concurrence mondiale et à se lancer sur les marchés étrangers ;
- Mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire qui doit susciter un processus d'adaptation aux perspectives de l'économie globale. Cette politique doit envisager de construire et de promouvoir des avantages spécifiques pour les territoires, en créant un environnement doté de règles incitatives et favorables, pour les rendre compétitifs. A ce propos, les articulations entre les dynamiques sectorielles et les organisations territoriales jouent désormais, dans un contexte de globalisation marquée, un rôle décisif dans le développement de la compétitivité nationale. L'exemple des districts industriels de la Silicon Valley en est l'exemple emblématique.

## Conclusion

Bien que d'un niveau réduit, les investissements directs étrangers occupent une place centrale dans la restructuration de l'économie nationale en grand manque de capital. Ils constituent l'un des catalyseurs de développement économique du pays. La promotion des IDE est désormais une action déterminante pour faire face à la mondialisation de l'économie, à la compétitivité internationale et au redéploiement sans précédent d'activités industrielles.

Le Maroc, comprenant que l'IDE peut contribuer au développement de son économie, cherche à l'attirer. Le marché mondial des IDE est extrêmement concurrentiel, et le Maroc se doit d'être attractif et compétitif. Les pouvoirs publics ont mis en place une série de réformes visant à favoriser son ouverture sur le marché international, il s'agit particulièrement de l'institution du comité interministériel des Investissements, l'instauration des tribunaux de commerce, la révision du code du travail, la promulgation de la charte de l'investissement, la loi 6/99 sur la liberté des prix et de la concurrence et plus récemment la création des centres régionaux d'investissement, création des zones franches, ...qui sont nécessaires et viennent lever d'importants obstacles à l'investissement.

La panoplie des mesures incitatives est aujourd'hui longue et au-delà de leurs effets sur les flux effectifs d'IDE, il est sans doute pertinent de s'interroger sur la pertinence et l'efficacité de ces mesures. Le Maroc déploie des efforts marquants depuis quelques années pour attirer les firmes étrangères. Mais notre constat révèle que, malgré leur évolution positive, le pays n'attire que peu d'IDE par rapport aux potentiels de son climat d'affaires

Les pouvoirs publics ont intérêt à mettre en place une stratégie de promotion d'investissements volontariste et permanente et qui doit être adaptée aux spécificités et au contexte du pays.

Les déterminants économiques n'en demeurent pas moins cruciaux. Tout espace désireux d'attirer les IDE se doit d'ajuster les avantages de localisation. Plus fondamentalement, les avantages d'implantation offerts par un pays ne seront validés que dans la mesure où ils peuvent contribuer au renforcement de la compétitivité des firmes.

## Bibliographie

- Brainard, S.L. 1993. « A simple Theory of Multinational Corporations and Trade with a Trade – off between Proximity and Concentration », NBER Working Paper, 4269.
- Fujita, M et J.F. Thisse. 1996. « Economics of Agglomeration », CEPR Discussion Paper, p. 1344, 60
- Head, K. et J. Ries. 1996. « Inter-city Competition for Foreign Investment Static and Dynamic Effects of China's Incentive Area », *Journal of Urban Economics*, 40, p. 38-60.
- Chesnaï, F. 1994. « *La mondialisation du capital* », Syros, Paris.
- Culpeper, Roy. 2004. « *L'investissement étranger privé: fait-il partie du problème ou de la solution?* ». Rapport canadien sur le développement 2004. « L'investissement dans les pays pauvres: qui en profite? » Institut Nord-Sud. 2004.
- CNUCED. 1998. Communiqué de Presse, 10 novembre.

- CNUCED (2014), Rapport sur l'investissement dans le monde, Unites Nation Publication, New York et Genève.
- Dunning. 1981. « *International Production and the Multinational Enterprise* », Allen and Unwin, London.
- Fontagné, L. 2001. « *Les investissements étrangers en France* », Ambassade de France, novembre.
- Kindleberger, C.P. 1969. « *American business abroad : Six lecture on direct investment* », Yale University Press, London.
- Mérenne, B., Schoumaker, 1996. « *La localisation des industries* », collection géographie d'aujourd'hui, Nathan université, Paris.
- Michalet, C.A. 1999. La seduction des nations où comment attirer les investissements.
- Sofiane Toumi (2009), « Facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers en Tunisie, l'actualité économique », Vol. 85, No. 2, 2009, pp. 209-237.
- Vernon, R. 1966. « International investmenst end international trade in the product cycle », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. LXXX.
- Wilhelms, S. 1998. « L'investissement direct étranger et les éléments déterminants dans les économies naissantes », document de discussion n° 9, Agence des Etats – Unis pour le développement international, Washington.